

la politique des progressistes, mais celle que l'honorable premier ministre et l'honorable ministre des Finances ont préconisée à la Chambre des Communes pendant les deux dernières années qu'ils étaient dans l'opposition, le parti progressiste au Canada n'en demanderait pas davantage. Mais pensez-vous qu'ils le feront?

L'honorable M. BENNETT: Non.

L'honorable M. TURRIFF: Je croyais qu'ils allaient réussir et accomplir quelque chose, mais ils n'ont rien réalisé. Ils ont très peu progressé l'année dernière et cette année, le discours du Trône n'en parle pas. D'après les remarques de mon honorable ami, le proposant de l'adresse, je conclus que le Gouvernement n'a pas l'intention d'attaquer cette question du tout.

Permettez-moi, avant de reprendre mon siège de dire un mot seulement au sujet de l'immigration. Les opinions diffèrent beaucoup sur la classe d'immigrants que nous devons accepter et celle qui doit être bannie. L'unique période de l'histoire du Canada durant laquelle à ma connaissance, l'immigration a été avantageuse au pays, remonte aux années 1907 à 1910 ou 1911. Nous avions alors une immigration régulière. Suivant moi, nous avons besoin d'immigrants, mais par quel moyen les obtiendrons-nous? Nous avons un ministère de l'Immigration. A plusieurs reprises, durant la guerre, j'ai posé la question aux fonctionnaires de ce ministère: "Pourquoi continuer à dépenser tant d'argent inutilement?" Ils n'étaient pas à blâmer personnellement. C'était durant la guerre. Ils répondirent: "Il est nécessaire de conserver intacte notre organisation afin que plus tard, lorsque le temps sera prospère, nous soyons capables de travailler et d'amener des gens au pays." Je crois qu'ils avaient raison. Je connais passablement cette organisation. Elle est excellente et si le Gouvernement veut simplement ne pas entraver ses efforts, elle obtiendra de bons résultats. Mais qu'ont-ils fait ou que font-ils? Ils s'en remettent en grande partie à l'Armée du Salut. Je n'ai rien à dire contre cette organisation pour laquelle j'ai le plus profond respect. Je crois qu'elle fait plus de bien que beaucoup d'autres organisations religieuses, mais croyez-vous que l'Armée du Salut puisse nous fournir la classe d'immigrants dont nous avons besoin? Pour moi j'en doute. Mais en admettant même qu'elle le puisse, je suis absolument convaincu que le ministère de l'Immigration peut obtenir de meilleurs résultats qu'elle.

Il y a ensuite le plan de colonisation de sir John Willison. Il avait avec lui Messieurs J. H. Ashdown, de Winnipeg, et Brandon. J'ai vu leurs circulaires annonçant qu'ils ne demandaient aucune rémunération, et ne vou-

laient rien recevoir pour leur travail. Honorables messieurs, je me méfie toujours de ces gens qui offrent de tout faire pour rien; qui travaillent uniquement pour le bien de la cause et le bonheur du pays. J'ai été très heureux d'apprendre que sir John Willison avait démissionné et j'espère que les autres en feront autant. J'espère que le gouvernement ne donnera pas suite à ce projet, et qu'au lieu de financer ces messieurs, il laissera à sa propre organisation le soin de résoudre le problème de l'immigration. En faisant ainsi, le gouvernement obtiendra de meilleurs résultats.

J'ai entendu des gens prétendre que l'on devrait utiliser les services de la Commission d'Etablissement des Soldats. S'il y a au monde une organisation dont on ne devrait pas se servir, c'est bien celle-là. Nous avons dépensé environ \$100,000,000 pour placer les soldats sur des terres. J'ai dit dans l'autre Chambre, et ici chaque année, que je ne croyais pas que 10 pour cent de ces hommes resteraient sur le sol. Cette déclaration se confirme aujourd'hui. Dans la plupart des cas, la terre nous reviendra, mais l'argent employé à l'achat du bétail, des chevaux, des instruments aratoires et à la construction des bâtiments sera perdu.

Mon honorable ami le chef du Gouvernement en cette Chambre, (l'hon. M. Dandurand) a dit l'autre jour qu'il avait fait connaître un bon moyen de garder nos gens chez nous. Je le félicite d'avoir au moins reconnu que la première chose à faire, est de conserver au pays, la population que nous avons. C'est un pas dans la bonne direction. Je puis toutefois lui indiquer un moyen beaucoup plus rapide d'obtenir ce résultat, que d'écrire au notaire, au prêtre ou au ministre, au marchand, au greffier de la municipalité, etc... etc... La réponse dans presque tous les cas, sera celle-ci: "Que le Gouvernement rende les conditions telles au Canada, que le fermier puisse vivre confortablement, et le pays n'aura pas à dépenser des centaines de milliers de dollars pour amener des immigrants au pays." Tous ceux qui s'établiront sur les terres et y prospéreront, y amèneront leurs amis.

A mon avis, l'immigration est absolument nécessaire. Nos impôts sont exorbitants et le seul moyen de les alléger, est d'augmenter notre population. Mais nous voulons la classe d'immigrants qui convient au pays. Je n'ai jamais approuvé le régime de secours aux immigrants. Neuf fois sur dix, vous n'obtenez pas ce que vous désirez, quelque judicieux que soit votre choix. Vous amenez des immigrants pour lesquels vous dépensez beaucoup d'argent, et avant deux ou trois ans, vous les retrouvez dans les villes où ils sont un fardeau pour le public.

L'hon. M. TURRIFF.